

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE •• PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX : 0,30 F

SAMEDI 21 JUIN 1975

EDITORIAL

LE MFA CONTRE LES TRAVAILLEURS

La période de crise ouverte entre le MFA et le Parti Socialiste est à peine terminée que la situation se tend de nouveau au Portugal.

En effet, après avoir fait mettre les scellés sur les locaux du journal socialiste "Républica", le MFA avait été obligé de reculer devant la mobilisation des forces du Parti Socialiste. La campagne en faveur de la réparation de "Républica" ayant même débordé les frontières du Portugal.

Mais aujourd'hui les travailleurs qui fabriquent "Républica" sont toujours en conflit avec la direction socialiste de ce journal et réclament toujours le droit d'influer sur la ligne politique défendue dans le journal.

Le Parti Socialiste lui, voulant exploiter à fond son avantage, après le recul du MFA, veut obliger celui-ci à aller plus loin et à prendre position contre les travailleurs du journal.

Dans le même temps les locaux d'une station de radio catholique sont occupés par les travailleurs de cette station.

La question qui se pose dans tous ces conflits reste toujours celle de la forme que prendra le pouvoir au Portugal. Les événements liés au journal República ont montré que le MFA n'était pas prêt à se moment là à se passer purement et simplement du Parti Socialiste.

Comment sera dirigé le Portugal : par le jeu normal, parlementaire, des partis comme le veut le PS de Mario Soares, ou par une dictature "progressiste" du MFA ?

Aujourd'hui, après une réunion de plusieurs jours, le Conseil de la Révolution n'est sorti de son silence que pour donner un avertissement à "l'extrême-gauche". Cela vise-t-il uniquement les groupes d'extrême-gauche, en particulier les maoïstes ou faut-il voir là un avertissement lancé au PC portugais ? Ou bien le MFA veut-il éviter d'être débordé sur sa gauche par ceux-là même qui le soutiennent dans les "comités révolutionnaires" ? Veut-il simplement limiter leur action et du même coup prendre ses distances vis à vis d'actes comme l'occupation de la radio catholique.

Il est difficile de dire. D'autant plus que tout cela va dans le même sens, celui de la recherche pour le MFA, du meilleur moyen d'imposer son propre pouvoir sans provoquer trop de cassures, sans avoir trop d'ennemis à combattre à la fois.

Les tergiversations en tous genres des partis politiques et du MFA, leur jeu de cache cache durent maintenant depuis plusieurs mois. Il est possible que cela provoque un mécontentement grandissant chez une minorité

Suite au verso

MARTINIQUE

SMET: les TRAVAILLEURS REFUSENT les HEURES SUPPLEMENTAIRES

Cela fait plus d'un mois que les travailleurs de la cité SODEM ont commencé les travaux au Robert. Déjà, les travaux sont très avancés en raison des nombreuses heures supplémentaires, (y compris le samedi matin) auxquelles les patrons astreignent la cinquantaine de travailleurs du chantier.

L'attitude des patrons est criminelle quand on sait qu'il y a environ 7 000 chômeurs du bâtiment en Martinique, et, que chaque jour ce sont plusieurs dizaines de chômeurs en quête d'un emploi qui défilent sur ce chantier.

A chaque fois ils s'entendent répéter la même chose par le conducteur des travaux : "pas d'embauche".

Mais, lundi matin, le vase a débordé. La centaine de chômeurs présents ce jour là sur le chantier, à décider d'obliger le patron à embaucher. Pour cela ils décidèrent d'agir sur les heures supplémentaires. C'est ainsi qu'ils établirent une liste de travailleurs à embaucher, et la remirent au responsable de l'embauche, c'est à dire au conducteur de travaux. De plus, ils engagèrent la discus-

sion avec ceux qui travaillaient pour leur faire comprendre la nécessité de s'opposer aux heures supplémentaires, car disaient-ils, "vous privez vos camarades chômeurs de leur gagne-pain".

En dépit des pressions des patrons ils obtinrent l'approbation des ouvriers qui décidèrent de refuser des heures supplémentaires.

Pour veiller à l'application des décisions, les chômeurs restèrent à midi, sur le chantier. Aidés de leurs camarades chômeurs, la presque totalité des travailleurs purent quitter le travail à l'heure du repas, à part quatre d'entre eux, arrivés sur le chantier à 11h 45, et qui coulaient du béton.

Le conducteur de travaux fit alors appeler les gendarmes et quatre d'entre eux se présentèrent sur le chantier. Lorsqu'ils furent mis au courant de ce qui se passait, ils donnèrent raison aux travailleurs...

ESPAGNE

FRANCO PREPARE DE NOUVEAUX CRIMES

En Espagne on assiste depuis ces derniers mois, à une recrudescence de la répression franquiste.

Les militants syndicalistes, les ouvriers grévistes sont arrêtés, emprisonnés pendant des mois, voire même des années. Tout ceux qui osent porter un jugement sur la dictature de Franco sont systématiquement inquiétés.

C'est au Pays Basque espagnol que la répression est la plus féroce. Les villes sont quadrillées, les militants pourchassés et torturés, la presse baillonnée. De plus, afin d'opérer sans entrave et avec plus de sauvagerie, l'état franquiste a décrété l'état d'exception dans tout le Pays Basque.

Pour les mercenaires de Franco, tout cela ne suffit pas. Ils organisent en plus, périodiquement, des procès exemplaires et prononcent des peines de mort : il faut que le sang coule. Actuellement, plusieurs militants attendent de comparaître devant les tribunaux d'exception et risquent la peine de mort.

Il s'agit d'Eva Forest et Maria Luz Fernandez, impliquées dans l'attentat de la Puerta del Sol, contre Carrero Blanco. Deux militants de l'ETA, (organisation nationaliste basque) sont eux aussi menacés de mort.

Il s'agit de OTAEGUI et GARNENDIA.

Contre ces nouveaux crimes odieux, qui se préparent publiquement et officiellement par la dictature fasciste, il faut que l'opinion internationale se mobilise.

En 1972, lors des procès de Burgos, Franco a dû reculer devant la mobilisation et l'indignation internationale. Mais l'année dernière un jeune militant anarchiste, PUIG ANTICH a été exécuté ; les protestations n'avaient pas été assez vigoureuses. Seule une mobilisation puissante des travailleurs, les partis de gauche, une protestation de tous ceux pour lesquels les mots de dignité, de démocratie ont encore un sens, pourront arrêter la main du sanguinaire Franco.

Les travailleurs, les démocrates sont tous concernés par ces crimes odieux qui se préparent et doivent les empêcher.

ETATS UNIS

JO ANN LITTLE DOIT VIVRE

Jo Ann Little est une jeune fille de 20 ans, une noire américaine, incarcérée dans une prison de Caroline du Nord pour vol avec effraction. Dans cet état raciste du sud des USA, elle se retrouva la seule femme parmi les détenus.

Un gardien blanc, Alligood, profite de cette situation pour essayer de la violer, le 27 avril 1974 ; et pour mieux la "convaincre", il s'arme d'un pic à glace. Mais Jo Ann se défend, et finalement, blesse mortellement Alligood avec le pic.

Légitime défense, direz-vous. Eh bien, ce n'est pas l'avis de la "justice" américaine, qui accuse Jo Ann d'homicide volontaire, et pour cela, elle risque la peine de mort.

Pourtant, le cadavre fut trouvé entièrement dévêtu de la ceinture aux chevilles, et le médecin légiste fit état d'une activité sexuelle récente peu avant la mort. Mais le tribunal raciste refuse de faire témoigner le médecin, et affirme que la jeune fille aurait "provoqué" le gardien, puis l'aurait dévêtu après l'avoir tué.

Malgré le caractère scandaleux et ridicule de ces affirmations, Jo Ann a toutes les chances d'être condamnée à mort, si une vaste protestation ne s'organise pas. Des dizaines de milliers de Noirs et de Blancs des mouvements de gauche ont entrepris une campagne pour son acquittement. Jo Ann Little est devenue un symbole, car elle a osé résister à son agresseur blanc ; et c'est ce que les racistes du Sud ne lui pardonnent pas

GUADELOUPE

SCA-PLAINE (CAPESTERRE)

LES TRAVAILLEURS REAGISSENT !

Il y a quelques jours, à la SCA plaine (Américains), la direction a voulu imposer aux travailleurs de mettre eux mêmes les régimes dans les chariots, au lieu de les laisser à terre afin qu'ils soient ramassés et mis dans le chariot par un autre ouvrier comme cela s'était toujours fait. L'ensemble des ouvriers arrêta net le travail et refusa cette méthode qui accroît leur fatigue et leur fait perdre du temps quand il faut attendre le chariot. Le patron fut bien obligé de céder devant la détermination des travailleurs.

Dans une réunion prévue avec la direction syndicale et les travailleurs, le patron tenta d'opposer, le patron tenta d'imposer le transport de 130 régimes au lieu de 80, sous prétexte que c'est la règle dans les autres habitations. Mais, à la SCA, les travailleurs sont obligés de descendre dans les "fonds" et de les remonter, ce qui rend le transport plus long, et plus fatiguant. Les travailleurs ont refusé systématiquement de transporter un régime de plus, et après discussion, la direction a dû céder.

De même en ce qui concerne le travail à crédit dont nous avons déjà parlé dans nos numéros précédents, il fut supprimé à la demande et à la menace expresse des travailleurs.

* * * * *
* * * * *
* * * * *

EDITORIAL (SUITE)

de travailleurs et de soldats et une certaine radicalisation parmi eux.

En tous cas, tous les louvoient du MFA, ses savants dosages, ses manœuvres en coulisses, qui se font derrière le dos des travailleurs, ne présagent rien de bon pour eux dans l'avenir. Le MFA, même s'il sort vainqueur de toutes ces péripéties, ne pourra en aucune façon diriger le Portugal autrement qu'en imposant à la classe ouvrière une dictature. Celle-ci fera disparaître toute possibilité d'organisation autonome pour la classe ouvrière à fortiori toute participation à la vie politique.

Les principaux responsables de cette tris-

te perspective sont évidemment le Parti Communiste et le Parti Socialiste, les principaux partis se réclamant des travailleurs. Et particulièrement le PCP qui aujourd'hui met toute sa confiance dans le MFA et entraîne les ouvriers à lui donner la leur.

Au Chili, Allendé a été renversé par les militaires, il a fallu à la bourgeoisie trouver son Pinochet pour cela. Au Portugal, l'armée détient déjà le pouvoir même même s'il ne s'agit pas de Pinochet. Le MFA cherche par lui-même comment se débarrasser des partis de Gauche, comment établir sa propre dictature.

FACE A LA CRISE

LES TRAVAILLEURS VEULENT LUTTER

Deux faits importants montrent que les travailleurs ne sont vraiment pas décidés à payer la crise et luttent avec acharnement.

Le premier, c'est la victoire de Jardin-Billard qui obtinrent la suppression des licenciements et des contrats de trois mois.

Le deuxième, les succès obtenus tout récemment par les travailleurs de la SMET en liaison avec les chômeurs : suppression des heures supplémentaires et lutte pour l'embauche des chômeurs.

Dans le premier cas, les ouvriers ont exercé leur propre contrôle sur les licenciements, dans le deuxième cas, ils ont commencé à mettre en pratique les seuls mots d'ordre justes en cette période de crise : "échelle mobile des heures de travail" et "répartition du travail entre tous".

Ce sont là de grands pas accomplis par les travailleurs du bâtiment et qui sont un exemple édifiant pour tous les travailleurs des autres secteurs.

De plus, que ces deux actions aient été déclenchées et organisées par les travailleurs eux-mêmes sans la direction des bureaucrates de la CGTM et parfois contre leur volonté prouvent d'une part le haut niveau de combativité des travailleurs, d'autre

part la démission des directions syndicales et en particulier de la CGTM qui se situe bien en deça du niveau des travailleurs.

Face à la crise, aux centaines de licenciements, au chômage croissant, aux heures supplémentaires, à la misère, aux bas salaires, c'est vers une lutte générale de tous les travailleurs qu'il faut aller.

Les travailleurs, tous les pauvres, en ont assez !

Face à cette situation, la seule solution c'est l'organisation d'une lutte d'envergure pour :

- L'échelle mobile des salaires (augmentation systématique des salaires en fonction de la hausse des prix).

- L'échelle mobile des heures de travail : c'est à dire diminution des heures de travail, sans diminution de salaire, et répartition du travail entre tous les bras.

Contre :

Tout licenciement individuel ou collectif

Ceux de Jardin-Billard, ceux de SMET nous montre la voie.

Il faut faire comme eux partout !

Aux patrons de payer la crise !

Pas aux travailleurs !

ITALIE

ELECTIONS ITALIENNES : LE PC SE RENFORCE,

MAIS LES TRAVAILLEURS EN SERONT-ILS BENEFICIAIRES ?

Les élections régionales italiennes, qui se sont déroulées dimanche et lundi dernier, ont été marquées par une très importante poussée à gauche, essentiellement au profit du parti communiste. Celui-ci recueille désormais 33% des voix, soit près d'un tiers, et talonne de près la démocratie chrétienne, actuellement au pouvoir, qui elle est tombée à 35%. Le parti socialiste italien (PSI) a lui aussi progressé et passe à 12% des voix.

Cette poussée à gauche est significative ; elle montre que les travailleurs, en Italie comme ailleurs, en ont assez de la politique menée par les partis bourgeois et se tournent vers ceux qui se réclament du socialisme (PCI, PSI). Malheureusement on ne peut être plus que sceptique sur les chances qu'ont les travailleurs de ce pays (à l'instar du Portugal) d'accéder réellement au pouvoir. Car les di-

rigents des partis dans lesquels ils mettent leur confiance (PC, PS) ont depuis longtemps abandonné une telle perspective, et ne se donnent pour but que la conciliation, l'alliance avec les partis bourgeois afin de gérer "équitablement" les affaires de la bourgeoisie. Ce que le secrétaire du parti communiste italien a pompeusement baptisé le "compréhension historique" avec la démocratie chrétienne.

*

Directeur de publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire : N° 51.728
Roué du journal : G. BEAUJOUR
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.
1er supplément au mensuel N° 51